



v2.0 – 5 janvier 2025

FAQ/Référentiel v2

Shifters



Préambule

Le *Shift* et les *Shifters* ont un objectif bien précis : **contribuer à limiter le changement climatique et ses effets, et sortir de la dépendance aux énergies fossiles tout en maintenant une société harmonieuse et confiante en l'avenir**. Ils adoptent une approche pragmatique, et notamment en accord avec les faits scientifiques.

The Shift Project et *The Shifters* sont 2 associations loi 1901 sœurs qui travaillent main dans la main, partagent une communauté de valeurs et de méthodes et concourent au même objectif de manière complémentaire.

[The Shift Project](#) est un *think tank* (laboratoire d'idées) fondé en 2010 qui vise à éclairer et influencer le débat sur la transition énergétique en réalisant et en diffusant des études. Ses membres sont des entreprises et il fonctionne avec une équipe salariée.

[The Shifters](#), fondé en 2014, a pour mission : d'appuyer le *Shift* dans ses travaux ; de s'informer, débattre et se former sur le climat, l'énergie et l'économie ; de diffuser les idées et travaux du *Shift* et des *Shifters*. Ses membres (les *Shifters*) sont des bénévoles. Les travaux du *Shift* et des *Shifters* sont cohérents avec ce Référentiel. Leurs actions reposent sur 5 valeurs cardinales :

- **l'exigence scientifique et technique,**
- **l'ouverture,**
- **l'impartialité,**
- **le professionnalisme,**
- **et la convivialité.**

Table des matières

Nos objectifs	3
1. <i>The Shift Project</i> et les <i>Shifters</i> abordent-ils d'autres questions environnementales que le climat et les énergies fossiles ?	3
2. Comment le <i>Shift Project</i> et les <i>Shifters</i> intègrent-ils l'économie dans leurs travaux et leur approche ?	4
3. Comment voir les évolutions du mix énergétique ? Et comment, pour le mix électrique, veiller à ce que les productions peu carbonées viennent bien réduire les émissions de CO ₂ ?	5
4. Pourquoi la question de la dépendance aux énergies fossiles est-elle importante ?	7
Nos méthodes et nos approches des questions	9
5. Avec quelle méthode les travaux du <i>Shift Project</i> et des <i>Shifters</i> sont-ils réalisés ? Comment leur qualité est-elle garantie ?	9
6. Quelle vision des politiques publiques le <i>Shift Project</i> et les <i>Shifters</i> promeuvent-ils ? Pourquoi insister tant sur la planification de la transition ? Cela implique-t-il d'être contre l'économie de marché ?	10
7. Comment explorer les possibilités de transition énergétique ? Quel rôle pour la méthode prospective et les scénarios ?	11
8. Sur quelle zone géographique et à quel horizon temporel portent les travaux du <i>Shift Project</i> et des <i>Shifters</i> ?	12
Comment abordons-nous les questions autour de la transition énergétique ?	13
9. Le <i>Shift Project</i> et les <i>Shifters</i> abordent-ils la démographie ?	13
10. Que penser de l'indicateur « Produit intérieur brut » (PIB) ?	14
11. On voit régulièrement débouler dans les journaux de nouveaux « trucs » technologiques. Qu'en pensent le <i>Shift Project</i> et les <i>Shifters</i> ?	16
Ce qui ne rentre pas dans notre approche	17
12. <i>The Shift Project</i> et les <i>Shifters</i> travaillent-ils sur la notion d'« effondrement » ?	17
13. Pouvons-nous compter sur des changements radicaux (rupture technologique, révolution politique etc.) pour faire face aux enjeux climat-énergie ?	18
14. Quelle place pour les autres causes économiques, sociales ou politiques que le changement climatique et la dépendance aux énergies fossiles dans les travaux du <i>Shift Project</i> et des <i>Shifters</i> ?	19
15. <i>The Shift Project</i> et les <i>Shifters</i> participent-ils à des manifestations ou des actions de désobéissance civile ? Pouvons-nous y participer en tant que <i>Shifters</i> affichés ?	20
16. Quelle est la position du <i>Shift Project</i> et des <i>Shifters</i> vis-à-vis des organisations partisanes ? Les <i>Shifters</i> ne devraient-ils pas fonder ou soutenir un parti politique ?	21

Le « Référentiel *Shift-Shifters* » est un document commun entre nos deux associations : le *think tank The Shift Project* (le *Shift* en bref) et le réseau de bénévoles *The Shifters* (aussi désigné par les *Shifters*). Il sert de référence méthodologique pour les actions et travaux des deux associations, en complément de la [Charte des *Shifters*](#).

Le Référentiel (ex « FAQ Shift-Shifters ») existe depuis 2021. Après mise à jour en 2025, il pourra continuer à évoluer en fonction d'éventuels nouveaux besoins.

Nos objectifs

1. *The Shift Project* et les *Shifters* abordent-ils d'autres questions environnementales que le climat et les énergies fossiles ?

Aperçu : Le *Shift* et les *Shifters* se concentrent sur le changement climatique et la dépendance aux énergies fossiles, deux problèmes essentiels et incontournables dans la recherche d'un avenir viable.

The Shift Project et les *Shifters* font le choix de se concentrer sur le changement climatique (atténuation et adaptation) et la dépendance de la société occidentale aux énergies fossiles, à commencer par le pétrole. En effet, même si d'autres problèmes environnementaux sont également critiques, ces deux questions sont fondamentales et incontournables si on souhaite assurer un futur viable.

L'Accord de Paris, signé en 2015, a fixé comme objectif de maintenir « l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2°C au-dessus des niveaux préindustriels » et de poursuivre les efforts « pour limiter l'augmentation de la température à 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels ». L'objectif de neutralité carbone d'ici la moitié du siècle en découle. Le *Shift* et les *Shifters* ont l'ambition de contribuer à limiter le changement climatique et donc les émissions de gaz à effet de serre (GES) autant et aussi vite que possible. Nous ferons de notre mieux avec les moyens qui sont les nôtres : nous ne portons pas seuls le monde sur nos épaules.

Plus généralement, notre ambition, de couvrir ces domaines jusqu'à la proposition de mesures, impose de se positionner dans un contexte de hiérarchisation des priorités (impossible d'y échapper quand il est question d'action), tout en exposant clairement les périmètres et les hypothèses de base retenus.

La stratégie et les travaux du *Shift* et des *Shifters* qui portent sur l'évaluation de solutions et scénarios sont donc guidés par 2 critères principaux :

- leur intérêt pour le climat (limitation des émissions de GES, amélioration des puits de carbone, adaptation au changement climatique), et
- leur contribution à la réduction de la dépendance aux énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon).

Nous sommes, bien sûr, sensibles à d'autres enjeux majeurs, comme l'effondrement de la biodiversité (qui est lié et agit sur le changement climatique), la désertification, la préservation d'autres ressources naturelles (sols, minéraux, métaux, biomasse etc.), les grands cycles biogéochimiques (azote, carbone, eau, etc.), ou encore le besoin de résilience à certains chocs (géopolitiques, sociaux, etc.). Quoique cela ne puisse souvent se faire que de manière qualitative ou partielle, nous essayons, dans la mesure du possible, d'intégrer d'autres limites planétaires dans nos raisonnements.

Dans le cadre de leurs travaux et actions, le *Shift Project* et les *Shifters* considèrent donc les problématiques énergie et climat comme premières dans la chaîne de causalité : si l'on ne règle pas les problématiques climatiques (qui aggravent les autres phénomènes) et d'approvisionnement énergétique et matériel (qui détermine les moyens dont nous disposons), les autres enjeux n'en deviennent que plus difficiles à traiter.

2. Comment le *Shift Project* et les *Shifters* intègrent-ils l'économie dans leurs travaux et leur approche ?

Aperçu : Nous partons d'une vision physique de l'économie : nous l'analysons d'abord à travers les flux physiques qui la constituent (matières, énergie, distance, émissions de gaz à effet de serre, etc.) et ce que les gens font de leur temps (comportements, emplois, etc.). Cette approche permet une meilleure appréhension de la « double contrainte carbone » (réchauffement climatique et épuisement des ressources énergétiques fossiles), appelant une coordination de l'ensemble des acteurs de la société.

D'un point de vue physique, toute activité de production n'est qu'un ensemble de « transformations », que la notion d'énergie sert à mesurer. Dès lors, pour produire des biens et services, nos sociétés humaines « transforment » ou, plus précisément, elles extraient, travaillent et déplacent des ressources énergétiques, minérales ou biologiques puisées dans l'environnement. L'augmentation récente de tous les flux physiques qui servent de base à l'activité productive a joué un rôle de premier ordre dans l'expansion économique, sociale et démographique des sociétés humaines actuelles.

Aujourd'hui, les flux énergétiques sont très majoritairement d'origine fossile (près de 80 %). Toute activité productive qui en dépend, et ne parviendrait pas à recourir à temps à un substitut équivalent non fossile, sera affectée par la double contrainte carbone. Une description par les flux physiques de notre économie permet donc de mieux comprendre comment celle-ci s'approche de zones de contraintes physiques (contraintes d'approvisionnement d'énergie

ou de matières, contraintes sur le transport d'énergie et de matières, destructions physiques d'installations par des aléas climatiques, etc.).

Ainsi, dans nos travaux, toutes évaluations de solutions ou analyses économiques (analyses de la valeur, leviers financiers, évaluations socio-économiques, modélisations macro-économiques...) ne peuvent être engagées qu'une fois une certaine crédibilité vérifiée sur le plan physique. En effet, les flux monétaires, étudiés seuls, peuvent donner une vision incomplète des enjeux énergie-climat et des problématiques associées.

Cela explique pourquoi, le plus souvent, nous ne nous intéressons pas tant à l'économie sous la forme d'« euros », de « croissance » ou de « dette », mais plutôt sous la forme de « métiers », de « personnes », de « tonnes », et de « joules ». Nous estimons que la question « Combien ça coûte aujourd'hui ? » ne tranche pas le débat, ni dans un sens ni dans l'autre, pour savoir ce qu'il est possible et/ou pertinent de faire, qui est la question à laquelle *Shift* et *Shifters* répondent en premier lieu.

3. Comment voir les évolutions du mix énergétique ? Et comment, pour le mix électrique, veiller à ce que les productions peu carbonées viennent bien réduire les émissions de CO₂ ?

Aperçu : La consommation d'énergie de nos sociétés doit être contenue, et décarbonée en substituant prioritairement des sources bas-carbone aux sources d'énergies fossiles.

L'utilisation de l'énergie, qui est aujourd'hui largement carbonée (que ce soit au niveau mondial, européen ou français), engendre 60 % des émissions de gaz à effet de serre mondiales. Par ailleurs, le niveau actuel de consommation d'énergie fossile n'est compatible de manière durable ni avec la préservation du climat, ni avec le pétrole encore extractible. Or, si la consommation d'énergie fossile doit diminuer rapidement (la limite des 2°C impose une baisse de 5 % par an, et la baisse tendancielle des puits de pétrole en exploitation est de - 9 % par an), des calculs d'ordre de grandeur montrent qu'il sera très difficile de pallier une diminution aussi rapide par des énergies bas-carbone. Cela signifie que, en pareil cas, la quantité totale d'énergie doit aussi baisser.

Organiser cette baisse passe par l'évolution conjointe des comportements et de l'organisation de la société (c-à-d. : la sobriété), et ensuite par l'augmentation de l'efficacité énergétique de l'économie. Il sera d'autant plus facile d'atteindre un mix énergétique 100 % bas carbone que la quantité d'énergie consommée sera réduite.

Pour des raisons climatiques, c'est le charbon, le pétrole et le gaz qu'il faut remplacer par des énergies bas-carbone et une baisse de la consommation d'énergie. Les autres sources d'énergie sont les biocarburants sans changement d'usage des sols (biodiesel, biogaz, etc.) qui peuvent se substituer au pétrole et au gaz pour certains usages ; les sources d'électricité bas

carbone (hydraulique, nucléaire, biomasse, éolien, photovoltaïque, etc.), qui peuvent se substituer au charbon et au gaz utilisés dans la production d'électricité, ou alimenter les moteurs électriques qui peuvent remplacer les moteurs à pétrole ; ou encore les sources renouvelables de chaleur (pompes à chaleur, solaire thermique, bois de chauffage, etc.) qui peuvent se substituer aux combustibles fossiles pour la production de chaleur. Enfin, un vecteur d'énergie comme l'hydrogène, lorsqu'il est pertinent (ce qui n'est pas toujours le cas), peut se substituer à certains usages spécifiques à condition que sa production soit réalisée par des moyens bas carbone, notamment l'électrolyse de l'eau (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, puisque sa production mobilise des combustibles fossiles), et à condition que la production d'électricité soit bas carbone, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui sur le réseau électrique européen.

Le mix électrique a une place à part dans le mix énergétique. La question spécifique de l'électricité et du mix électrique est souvent débattue car clé pour la décarbonation d'usages, pour l'instant assurés grâce à du gaz et du pétrole (mobilité, chauffage et industrie, par exemple). Dans le monde en 2020, où l'électricité représente 20 % de la consommation d'énergie finale, c'est le charbon qui domine le mix électrique, suivi du gaz. En France, c'est le nucléaire qui domine le mix électrique (environ 65 %), d'autres sources bas carbone (hydroélectricité, éolien et solaire principalement) portant le total faiblement carboné à un peu plus de 90 %. En France, selon l'ADEME et dans une approche d'analyse de cycle de vie (c-à-d de l'extraction du combustible et des matériaux de construction à la gestion des déchets et au démantèlement en passant par l'utilisation), 1 kWh d'électricité au charbon génère 1 038 g d'équivalent CO₂, contre 406 g pour le gaz, 56 g pour le photovoltaïque, 12,7 g pour l'éolien terrestre et 6 g pour le nucléaire.

Pour que les productions d'électricité peu carbonées se substituent à celles qui le sont plus, il existe 2 possibilités. La première est de renforcer le signal prix du carbone sur le marché de l'électricité (avec un prix plancher du carbone sur le marché européen des quotas de CO₂, rapidement croissant dans le temps et prévisible par les acteurs). La deuxième est de planifier et organiser la fermeture des centrales à charbon puis celle des centrales au fioul et au gaz (ou leur conversion à d'autres combustibles moins carbonés, voire l'adjonction de systèmes de capture et de stockage du carbone), en mobilisant notamment des moyens réglementaires. Dans tous les cas de figure, les usages de l'électricité devront être adaptés aux possibilités de production (à la fois en volume annuel mais aussi en équilibre instantané), et ce point doit être vérifié dans tout scénario prospectif (comme l'a fait RTE en 2021 dans *Futurs énergétiques 2050*).

L'électricité mobilise souvent une très large partie des débats sur la décarbonation. Elle ne représente pourtant que 20 % de l'énergie utilisée par les consommateurs finaux dans le monde, pour un peu moins de 30 % des émissions de gaz à effet de serre. En France, elle représente 25 % de la consommation finale et moins de 5 % des émissions. L'essentiel de l'action climatique à mener dans notre pays concerne donc la production de chaleur dans les logements et dans l'industrie, la mobilité et l'agriculture.

4. Pourquoi la question de la dépendance aux énergies fossiles est-elle importante ?

Aperçu : Le changement climatique n'est pas le seul problème prioritaire auquel s'intéressent le *Shift* et les *Shifters*. Nous considérons que la forte dépendance de nos sociétés à des ressources énergétiques géologiquement finies constitue également une menace qu'il convient de prévenir.

Lorsqu'une ressource naturelle est consommée plus rapidement que le temps qu'il lui faut pour être produite, par exemple, le pétrole, le gaz naturel ou le charbon, on parle de « ressource finie ». En pareil cas, les mathématiques permettent de démontrer qu'il y aura fatalement un « pic » à l'extraction de ces ressources, à partir duquel leurs disponibilités viendront à décroître en tendance. Les seuls sujets de débat concernent l'horizon de temps (un pic envisageable pour raisons géologiques dans un siècle n'emporte pas les mêmes conséquences que s'il est pour l'année prochaine ou déjà passé), le niveau maximum atteint, le facteur déclencheur (pénurie ou substitution par une autre ressource), et les conséquences de la baisse de disponibilité.

Pour les combustibles fossiles, il est évident que les conséquences ne sont pas du tout les mêmes selon que le pic survient parce que nous parvenons à nous en détourner à temps, ou parce que nous en restons dépendants avec des ressources géologiques qui deviennent insuffisantes.

Parmi ces énergies à stock fini, dites « énergies fossiles » (pétrole, gaz, charbon), le pétrole a la particularité d'être le plus commode d'emploi par sa forme liquide et sa densité énergétique très élevée par unité de volume. Il est facile à transporter et à stocker (puisque liquide), et à utiliser pour produire de l'énergie, par exemple, dans un moteur à combustion. En outre, le pétrole, aujourd'hui très abondant, est l'énergie fossile la plus utilisée (31 % de la consommation mondiale en 2023 ; une demi tonne par personne et par an) et la plus mondialisée (2/3 du pétrole extraits sur Terre franchissent une frontière entre leur extraction et leur consommation ; aucune autre énergie fossile ou renouvelable ne dépasse la moitié de ce pourcentage).

De toutes les énergies fossiles, le pétrole est celle pour laquelle la diminution de l'offre mondiale est très probablement la plus proche. À ce jour, la production maximale de pétrole brut a eu lieu fin 2018. Il est encore un peu tôt pour savoir si ce pic « est le bon », mais de nombreux professionnels du secteur prévoient un déclin marqué à partir de 2030. Il est donc nécessaire d'amorcer un sevrage de nos économies à la dépendance au pétrole pour éviter les chocs « non prévus » que provoquerait un manque d'approvisionnement dans un pays non préparé. Pour le gaz, une contraction mondiale due au seul facteur géologique est probablement plus éloignée d'une décennie ou deux, mais comme il est plus difficilement transportable, il est tout aussi urgent de s'en passer, en particulier dans les zones qui en sont peu pourvues, comme l'Europe.

Certes, c'est bien le changement climatique qui contraint à réduire le plus rapidement les émissions de gaz à effet de serre, en grande majorité liées à la combustion des énergies fossiles. Mais il ne faut pas oublier que même sans problématique climatique nous aurions

à gérer une contraction inéluctable de l'approvisionnement en énergies fossiles. C'est ce que nous appelons : la « double contrainte carbone ». Si la question du climat est largement documentée, et si sa gravité commence à être bien comprise par une bonne partie de la population, le problème de notre dépendance aux énergies fossiles et du « pic » ou « plateau » de leur production qui nous rattraperait de toutes façons reste, pour l'heure, comparativement sous-documenté, peu discuté et moins bien compris.

Par exemple, si certaines technologies nécessitant des moyens importants, comme la capture et le stockage du carbone (CCS) appliquée à la combustion d'énergies fossiles, sont potentiellement des solutions au changement climatique, leur utilisation ne nous sortirait pas pour autant de notre dépendance aux énergies fossiles.

Ceci étant, le changement climatique reste une question plus large que celle du pic pétrolier, pour 3 raisons :

- Les émissions de CO₂ dues au pétrole ne représentent, en 2018, que 29 % des émissions de CO₂ anthropiques (sans même compter les autres gaz à effet de serre). Aussi, nous sevrer du pétrole est nécessaire mais ne suffit pas à résoudre le problème climatique : il resterait à réduire les consommations de gaz et de charbon, la déforestation, la production de ciment, à baisser les émissions de méthane et de protoxyde d'azote notamment en agriculture, etc.
- Si nous le voulons vraiment, il est possible, pour une partie des usages (industrie, chauffage, électricité, et une partie des transports), de basculer du pétrole vers le gaz ou le charbon (l'électrification pouvant se faire au charbon), ce qui nous sortirait de la dépendance au pétrole mais n'améliorerait pas (voire aggraverait) le réchauffement climatique.
- La déplétion pétrolière va avoir des conséquences importantes pour les sociétés, mais elle ne menace pas « la vie » au sens large — contrairement au changement climatique, qui est une transformation qui impacte l'ensemble des sociétés et du Vivant, et engendrera une déstabilisation permanente et irréversible à l'échelle de plusieurs siècles.

En revanche, un défaut non anticipé d'approvisionnement en pétrole et/ou en gaz complique paradoxalement l'action contre le changement climatique, puisque cela réduit nos moyens physiques à un moment où l'on ne s'y attend pas, alors que tous les plans actuels présupposent des moyens en croissance pour décarboner (scénario AIE, SNBC, European Green Deal, etc.). L'épisode de défaut de gaz russe en 2022, ayant engendré des problèmes économiques qui nous ont ensuite détournés partiellement de l'action climatique, est une illustration parmi d'autres possibles de ce phénomène. En outre, certaines régions sont particulièrement exposées face à une contrainte sur les extractions de pétrole, et les travaux du *Shift* suggèrent que c'est le cas de l'Union européenne :

- d'une part, à cause de sa forte dépendance envers des pays exportateurs de brut d'ores et déjà en déclin (notamment l'ensemble du continent africain) ou pas loin (notamment la Russie),

- d'autre part, du fait des répercussions d'une déstabilisation entraînée dans ces pays exportateurs — qui sont souvent limitrophes de l'Europe — par un déclin des revenus pétroliers.

Nos méthodes et nos approches des questions

5. Avec quelle méthode les travaux du *Shift Project* et des *Shifters* sont-ils réalisés ? Comment leur qualité est-elle garantie ?

Aperçu : Les analyses du *Shift* et des *Shifters* se fondent, d'une part, sur une qualification et une quantification rigoureuse des objets d'étude et, d'autre part, sur une mobilisation de compétences multidisciplinaires, notamment par des entretiens et la consultation des parties prenantes et des experts du sujet et, enfin, en permettant la critique et contribution de chacun au niveau des rapports intermédiaires.

Les analyses du *Shift* et des *Shifters* portent, autant que possible, une attention particulière à la quantification rigoureuse des phénomènes, qu'ils concernent les systèmes techniques ou les modes de vie.

Ils travaillent en s'efforçant de respecter les principes suivants :

- Les hypothèses et données d'entrée sont, autant que possible, documentées (leur contexte est posé), justifiées (leur choix est expliqué), sourcées (leur provenance est indiquée) et traçables (la source de tout chiffre ou raisonnement est accessible) pour pouvoir être discutées par tout lecteur novice ou averti ;
- Les unités et périmètres des valeurs (sectoriels, géographiques, temporels...) sont clairement identifiés ;
- La précision des résultats est cohérente avec l'incertitude des calculs qui ont mené à ces résultats afin de ne pas donner une illusion de précision qui n'aurait pas lieu d'être ;
- Les calculs et résultats sont vérifiables par le lecteur, et rendus plus compréhensibles en les comparant à des valeurs de référence. Idéalement, leur incertitude est qualifiée, voire quantifiée ;
- Transparence maximale par défaut. Les documents les plus importants sont publiés en accès libre sur le site du *Shift Project* ou celui des *Shifters*. Les objectifs, méthodes, acteurs impliqués, données, calculs, hypothèses, idéologies sous-jacentes, etc. sont explicités, y compris pour les travaux dont la dimension quantitative est minime ;
- Publication intermédiaire : la publication finale est précédée d'une publication intermédiaire, pour laisser place aux critiques et réfutations ainsi que consulter largement et engager l'ensemble des acteurs concernés ;

- Le cadrage, stratégique et méthodologique, est une question centrale¹, sur laquelle il faut passer du temps.

La rigueur de l'analyse conduit le *Shift* et les *Shifters* à préciser explicitement les relectures dont a bénéficié un document rendu public. Côté *Shifters*, cela passe par un processus éditorial qui détermine le type de relecture (au sein du Groupe local seulement, par le Comité de relecture technique, par le Conseil d'administration des *Shifters*, par le *Shift Project*, etc.).

Pour autant, le *Shift* et les *Shifters* se gardent d'adopter une approche exclusivement mécaniste, déterministe ou sectorielle des problèmes étudiés. Notre attention particulière à la complexité nécessite l'explicitation, au moins qualitative, des liens entre sujets ou secteurs différents les plus déterminants pour leur évolution (ex : effets rebonds, impacts majeurs sur d'autres secteurs, conflit d'usage sur une ressource rare). Cette attention mène donc en permanence à élargir l'horizon au-delà du sujet examiné (en tenant compte des aspects systémiques, cf. question 7).

Au-delà de l'effort de quantification, la rigueur de l'analyse impose également la mobilisation des acteurs du secteur étudié. Pour leurs travaux d'ampleur (rapport du *Shift*, étude des *Shifters*, etc.), ils discutent activement avec les parties prenantes (entretiens, ateliers, participation au groupe de travail, etc.) avant même la publication intermédiaire.

6. Quelle vision des politiques publiques le *Shift Project* et les *Shifters* promeuvent-ils ? Pourquoi insister tant sur la planification de la transition ? Cela implique-t-il d'être contre l'économie de marché ?

Aperçu : En matière de préservation du climat et de sortie des énergies fossiles, il faut coordonner l'action des acteurs sur le long terme. Pour faire simple, nous appelons cela planifier, et cela a été historiquement parfaitement compatible avec une dimension « marché » dans l'économie.

La décarbonation de nos activités réclame la conception d'une stratégie adaptée, dont la mise en œuvre aura des incidences profondes sur de très nombreux aspects de nos sociétés. L'abondance énergétique fossile a été à la racine d'énormément d'évolutions qui ont façonné le monde moderne. Aussi, des mesures sectorielles limitées au domaine de l'énergie ne sont absolument pas suffisantes. Le *Shift* et les *Shifters* considèrent que parvenir à se passer des énergies fossiles implique de mettre en mouvement l'ensemble des acteurs d'une société, et ce à tous les échelons territoriaux, dans tous les secteurs. L'ampleur des efforts et dépenses à engager dans tous les secteurs et avec un temps et des ressources limités à notre disposition impose une efficacité dans les choix et arbitrages. Cela favorise par exemple un partage

¹ La question est tellement importante qu'elle a fait l'objet d'un rapport dédié en 2019, le cadrage méthodologique dans les scénarios de transition énergétique. Celui-ci a directement alimenté la méthodologie de travail du *Plan de transformation de l'économie française* (PTEF) élaborée quelques mois après en 2020 et les travaux d'autres prospectivistes menés depuis.

ordonné des ressources plutôt qu'une concurrence sauvage sur celles-ci. Une forme de planification d'ensemble doit structurer, dans la durée, l'action de tous. Comme pour construire une maison dans sa vie personnelle, il faut une vision d'ensemble : on appelle cela un plan.

Cette planification n'exclut en rien un rôle pour les mécanismes de marché. Mais dans la question du changement climatique, certaines questions concernent l'échelle du siècle : beaucoup d'éléments déterminants (réseaux de transports et d'énergie, urbanisme, implantation agricole et forestière etc.) sont pilotés à des pas de temps hors de portée des anticipations par le marché, donc une part de puissance publique doit encadrer et coordonner donc planifier voire gérer certaines activités essentielles considérées comme régaliennes. En complément, les acteurs de marché sont souvent incontournables pour décliner efficacement un cadre global dans un grand nombre de secteurs où une action diffuse est nécessaire.

La première étape d'un ensemble cohérent de politiques publiques destinées à atteindre l'objectif de décarbonation est donc de développer des plans, qui devront concerner tous les secteurs : du bâtiment et de l'énergie à la culture en passant par la grande distribution). Ces plans devront être robustes aux crises et évolutions, donc agiles, adaptables et pilotés de manière réactive.

7. Comment explorer les possibilités de transition énergétique ? Quel rôle pour la méthode prospective et les scénarios ?

Aperçu : l'analyse prospective par scénario permet d'ouvrir le champ de la réflexion. Elle est un outil à développer et utiliser largement.

Les scénarios de transition énergétique permettent de mettre en scène différentes transitions énergétiques sur un périmètre donné (sectoriel, géographique, temporel), en assurant certains éléments de cohérence dans les transitions proposées.

Ils permettent ainsi de mettre en exergue certains enjeux clés de la transition : inerties des systèmes (et donc temporalité des décisions à prendre), besoins en compétences et en emplois, arbitrages clés à réaliser vis-à-vis des contraintes physiques (décarbonation, déplétion des ressources, limitations de flux de matières ou d'énergie...), mais aussi modalités possibles d'organisation, moyens à mettre en œuvre, etc.

Ces éléments permettent de discuter les choix politiques et économiques concernant la transition. La création de plusieurs scénarios différents met en avant les possibilités de décisions menant à ces différents futurs, et donc les aspects du monde sur lesquels la société peut espérer influencer. Elle met également en avant les incertitudes quant à l'évolution du monde extérieur au sein du périmètre choisi (niveau de changement climatique, évolution des technologies, crises éventuelles, etc.), incertitudes d'autant plus fortes que l'horizon temporel est lointain. L'analyse par scénario semble ainsi appropriée pour évaluer les impacts et

contreparties potentielles du changement climatique ou d'une transition « bas carbone », notamment sur le plan stratégique.

Le *Shift* et les *Shifters* promeuvent un éclairage rigoureux, systémique et documenté des choix sur la transition énergétique, via le recours à des analyses par scénarios. Celles-ci constituent un outil de communication clé pour éclairer le débat public sur la transition énergétique, en permettant d'engager plus facilement la discussion avec les parties prenantes (qui auront un rôle dans la transition) et les parties intéressées (qui, en démocratie, peuvent avoir leur mot à dire sur différentes options de transition), sur des sujets complexes et incertains. Les scénarios utilisés dans ces analyses doivent être cohérents du point de vue physique (pour que le futur proposé soit réalisable), systémiques (pour assurer la cohérence d'ensemble entre les différentes composantes de la transition), transparents (pour permettre la discussion sur les résultats à partir des données utilisées, des paramètres les plus structurants, des hypothèses prises), variés (pour donner à voir les futurs et les chocs possibles).

Dans ce contexte, le *Shift* a [proposé un Référentiel méthodologique pour les exercices de prospective](#) puis une [plateforme web](#) permettant de mieux comprendre les scénarios.

8. Sur quelle zone géographique et à quel horizon temporel portent les travaux du *Shift Project* et des *Shifters* ?

Aperçu : Nos travaux sont avant tout focalisés sur le territoire français. Ils portent parfois par extension sur l'échelle européenne. L'implantation de *Shifters* au niveau local permet d'agir à ce niveau, et celle à l'international leur permet, éventuellement, de travailler sur d'autres régions. L'horizon temporel est double : aujourd'hui et à court terme pour passer à l'action ; quelques décennies pour la planification.

Pragmatique, le *Shift* a choisi de concentrer ses moyens limités sur le territoire français. Il intègre également l'Europe dans sa réflexion, via les *Shifters* présents à l'étranger et dans certains travaux de recherche dédiés. Le *Shift* concentre donc son action là où son réseau est le plus dense, et où il maîtrise le mieux les codes culturels, pour être le plus efficace. Néanmoins, les travaux du *Shift* et des *Shifters* peuvent se révéler utiles à d'autres zones géographiques, une fois recontextualisés. En cas de succès, l'exemple français pourrait être reproduit ailleurs.

Les *Shifters*, au travers des Groupes Locaux en France et à l'étranger, portent nos travaux dans leurs territoires. Ils observent les politiques de décarbonation de leur territoire ou pays de résidence, ainsi que la manière dont l'action de la France et de l'UE y est considérée. Leur grand nombre leur donne une capacité d'étude et d'influence plus granulaire que celle du *Shift*, donc un meilleur ancrage territorial des travaux.

Concernant l'horizon temporel de nos travaux il est double : à court terme pour l'action, à quelques décennies (le plus souvent 2050) pour la planification. Car il faut agir dès aujourd'hui pour parer à un réchauffement supérieur à +2°C d'ici à 2100.

Rompre avec la procrastination permet d'éviter plusieurs écueils dangereux, notamment :

- perdre en impact à long terme en jugeant trop le succès de nos actions trop exclusivement au travers de leurs retombées de court terme (reprises médiatiques, rendez-vous politiques, etc.)
- se reposer sur d'hypothétiques technologies à venir, négligeant ainsi le budget carbone restant qui risquera fortement d'être écoulé d'ici là, réduisant à zéro notre marge de manœuvre
- retarder la sortie des énergies fossiles, dont le sevrage rapide est un préalable pour éviter des tensions majeures à venir en termes d'approvisionnement.

Par ailleurs, les transformations décrites dans les travaux du *Shift Project* et des *Shifters* doivent être amorcées dans les plus brefs délais en raison de l'inertie incompressible à leur mise en place. En effet, l'échelle de temps de la transformation de notre économie (renouvellement du parc de voitures, transformation du mix énergétique, restructuration d'un tissu industriel, changement de l'urbanisme, etc.) nous amène d'ores et déjà à la moitié du siècle. Ainsi, la baisse des émissions de GES doit commencer dès maintenant et continuer à un rythme soutenu pendant plusieurs décennies, pour avoir un impact significatif sur l'augmentation de la température moyenne.

Comment abordons-nous les questions autour de la transition énergétique ?

9. Le *Shift Project* et les *Shifters* abordent-ils la démographie ?

Aperçu : Nous ne cherchons pas à avoir de position sur des orientations ou préconisations en matière démographique, ces considérations ne peuvent avoir qu'un effet très limité sur la trajectoire climatique. La démographie est d'abord un paramètre pour nos scénarios.

Le sujet démographique n'est donc pas abordé en tant que tel par le *Shift Project* ou les *Shifters*, et ne fait pas l'objet de préconisations particulières. C'est un sujet complexe, présentant des dimensions éthiques. On peut cependant retenir certains faits.

Dans le débat public, la démographie est souvent abordée sous un angle quantitatif (le nombre d'individus, résultat d'un taux de natalité et d'un taux de mortalité dans le temps). Pourtant, elle a également une dimension qualitative, qui a trait aux caractéristiques des individus : où résident-ils et depuis quand, et où étaient-ils avant (on parle alors de territoires, de mobilité, d'émigration ou d'immigration) ? Quel âge ont-ils (on parle alors de pyramide des âges) ? Quelles sont leurs caractéristiques socio-professionnelles (on parle alors de compétences, d'emploi et de marché du travail) ?

L'équation **Émissions mondiales = Émissions par individu × Nombre d'individus** pourrait mener à la conclusion que diminuer le nombre d'individus permettrait de se dispenser de diminuer les émissions par individu. C'est quantitativement irréaliste : diminuer les émissions de 80 % à horizon 2050 ne peut pas se faire en jouant avant tout sur la population.

Pour le GIEC, la démographie est un simple élément différenciant des familles de scénarios (les parcours socio-économiques communs, ou *shared socioeconomic pathways*) qui déterminent les difficultés et les coûts des politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Le GIEC s'appuie pour cela sur les perspectives démographiques établies par l'ONU.

Ensuite, sauf catastrophe que nous ne souhaitons pas (chute de comète, pandémie...), la démographie présente une forte inertie. Aussi, les politiques démographiques les plus actives peuvent tout au plus stabiliser et amener à une baisse lente de la population, comme c'est le cas des pays ayant terminé leur transition démographique. Ainsi, *a priori* la population mondiale serait d'environ 7 milliards d'individus en 2100, soit un niveau très proche de la population actuelle.

Or, même si la population était stabilisée à son niveau actuel, la consommation d'énergies fossiles serait suffisante pour dérégler le climat au-delà des 1,5°C définis par l'Accord de Paris. De ce point de vue, la sortie des énergies fossiles est nécessaire quelle que soit l'inflexion des tendances démographiques.

Par ailleurs, le *Shift* et les *Shifters* travaillent en priorité sur la France et l'Europe. Or, ces pays à revenus élevés ont, en général, terminé leur transition démographique, c'est-à-dire qu'ils ont désormais une natalité faible et une population totale stable ou en baisse lente. Au niveau mondial, les pays ayant un nombre d'enfants par femme inférieur à 2,1 représentent 74 % des émissions mondiales : une baisse de la natalité quelle qu'en soit la cause aurait une influence relativement limitée sur les objectifs climatiques d'ici 2050.

Nos travaux portent donc sur les leviers de la baisse des émissions, avec en première ligne la sortie des énergies fossiles, et non la démographie. Dans nos travaux, nos deux organisations considèrent la démographie comme une donnée d'entrée, et prennent en compte les prévisions d'évolution de la population, de sa répartition géographique et de la pyramide des âges en France (par exemple, en matière de mobilité ou de logement).

10. Que penser de l'indicateur « Produit intérieur brut » (PIB) ?

Aperçu : Parce qu'il représente le seul flux monétaire de production sortant, donc pas directement les flux physiques, l'importance du PIB comme indicateur pour les enjeux climat-énergie doit être relativisée. Il devrait être remplacé par d'autres indicateurs à chaque fois que nécessaire, notamment pour prendre en compte les enjeux de stocks et d'empreinte carbone. Les travaux du *Shift* et les *Shifters* ne comportent pas de préconisations sur l'évolution souhaitable du PIB, ni à la hausse ni à la baisse.

Selon l'Insee, le Produit intérieur brut (PIB) est un « agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes », soit le flux de production sortant ou la somme des revenus, compté au niveau national.

Le PIB mesure donc des flux monétaires. Sa hausse s'est historiquement accompagnée d'une hausse absolue des consommations de matière et d'énergie, et d'une hausse des émissions de toute nature dans l'environnement, même si son intensité en énergie, en matière et en CO₂ émis s'est réduite. Si sa dépendance aux flux physiques se poursuit (c-à-d sans découplage absolu), le PIB risque de se contracter du fait de l'épuisement des stocks de ressources ou de l'effet du changement climatique. La possibilité d'accroître le PIB mondial en diminuant ces flux dans une économie organisée différemment est un débat qui reste ouvert.

Parce qu'on lui attribue un rôle de mesure de la « richesse » et, entre autres, parce qu'il était relativement simple à mesurer vite, ce qui a explicitement permis sa diffusion dans les années 1930, la variation du PIB est devenue l'indicateur premier du pilotage des économies. Il sert, par exemple, de référence pour de nombreux indicateurs cadrant l'action, comme le niveau de dépense publique ou l'endettement. C'est en fonction de sa possible variation que l'on décide bien souvent de choisir telle ou telle politique économique. C'est pourquoi sa contraction structurelle rendrait caduque un certain nombre de dispositifs de pilotage économique actuels.

La croissance du PIB, sur laquelle reposent toutes les politiques mises en œuvre jusqu'ici, pourrait être insuffisante en Europe — que ce soit en raison d'un tarissement subi ou organisé des sources d'énergies abondantes et pas chères qui ont alimenté cette croissance, ou en raison de la diminution des services écosystémiques rendus et des effets destructifs du changement climatique. Il est prudent — et il est possible ! — de concevoir, de débattre et de mettre en œuvre une transformation de notre organisation sans miser sur le pari incertain de la croissance. Dans leurs travaux, le *Shift* et les *Shifters* ne préconisent pas d'évolution souhaitable de cet indicateur (ni à la hausse, ni à la baisse) puisqu'il se concentre sur l'évolution des flux et stock physiques uniquement.

Dès lors qu'il est question de notre avenir, [l'importance du PIB comme indicateur économique doit donc être relativisée](#), et il conviendrait de lui substituer ou de le compléter par d'autres indicateurs lorsque nécessaire, notamment pour prendre en compte les problématiques de flux et de stocks physiques et d'empreinte carbone.

Il est également important d'éclairer le débat sur la relation entre l'activité économique et certaines limites physiques, en identifiant mieux, dans les liens qui les relient, les causes et les conséquences, pourquoi pas avec l'indicateur PIB mais surtout en décrivant les activités d'un point de vue physiques comme dans la plupart des études du *Shift* et des *Shifters*.

11. On voit régulièrement débouler dans les journaux de nouveaux « trucs » technologiques. Qu'en pensent le *Shift Project* et les *Shifters* ?

Aperçu : Pour le *Shift* et les *Shifters*, tout objet doit être considéré au regard du système dans lequel il est inséré, ainsi les avantages et défauts d'une solution isolée doivent-ils être appréciés sur l'ensemble de son cycle de vie et de ses effets directs et indirects.

Les travaux du *Shift* et des *Shifters* s'intéressent aux systèmes, et à leur évolution générale plus qu'aux objets pris isolément. À ce titre, une technologie, ou un produit, ne peut être considérée que dans la perspective de son déploiement, de son cycle de vie et plus largement vis-à-vis du système technique et des usages dans lequel elle s'insère (chaîne logistique d'accès à la technologie, déchets générés, équilibre économique, milieu socioculturel dans lequel elle existe, effet rebond, besoins auxquels répond la technologie, état actuel du système technique auquel la technologie va participer...). Les flux entrants et sortants du système étudié sont eux-mêmes étudiés (et singulièrement l'énergie et les GES). Le choix du périmètre du système est un paramètre essentiel pour la qualité de l'étude. Ainsi, il devra être ni trop restreint pour limiter les travaux sur les flux entrants et sortants, ni trop large pour éviter les systèmes trop complexes (cf. question 13 sur les points de rupture). En outre, pour une nouvelle technique, il faut bien évidemment ne pas borner le système étudié de manière trop restrictive, en oubliant la partie amont et sa partie aval, ainsi que tous les effets domino susceptibles d'être induits par son déploiement. Vient-elle en addition ou en substitution à ce qui existe ? La réponse est-elle susceptible de changer à l'avenir et pour quelles raisons ? Est-ce qu'elle engendre un effet d'induction ou un effet rebond ? Enfin, souvent, une bonne manière de prendre position est aussi de raisonner « à l'envers », et de se demander si le déploiement en question est possible ou pas, facile ou pas, dans un monde où les émissions baissent drastiquement et où les ressources sont contraintes ?

Sur le plan économique, il faudra faire attention aux effets de bouclage : un coût qui s'avère faible dans un monde bénéficiant de combustibles fossiles de manière abondante pourrait être très différent dans un monde qui serait dépourvu de ces combustibles. Il ne faudra jamais prendre pour acquis que les coûts d'aujourd'hui sont prédictifs des coûts de demain par simple prolongation.

Ce qui précède est particulièrement important pour savoir si une nouveauté est « massifiable » dans un monde qui diminue rapidement son recours aux combustibles fossiles et presque aussi rapidement son approvisionnement énergétique. L'ACV (l'analyse du cycle de vie) sera nécessairement différente dans un monde « sans fossiles », et le plus souvent, par objet fabriqué, l'empreinte sera supérieure dans un monde sobre (mais on pourra fabriquer moins d'objets, et l'empreinte de l'ensemble des objets fabriqués baissera). Or, la massification (demandant souvent beaucoup d'énergie pour advenir, donc) est nécessaire pour que la technologie puisse être considérée comme une « solution pour tous ».

Cette démarche (consistant à penser système et à envisager les interactions entre les systèmes et leurs évolutions) est au cœur de notre approche, et assure ainsi la prise en compte

du caractère systémique des questions liées à l'énergie et au climat. Cette démarche interdit notamment de raisonner « toutes choses égales par ailleurs » : par exemple, il ne faut pas perdre de vue que certaines technologies peuvent être moins disponibles en masse dans un monde sobre. Une conséquence de ce niveau d'exigence est que le *Shift* ou les *Shifters* ne sont souvent pas en mesure de se prononcer rapidement sur chaque sujet qui fait la une des médias.

Ce qui ne rentre pas dans notre approche

12. *The Shift Project* et les *Shifters* travaillent-ils sur la notion d'« effondrement » ?

Aperçu : L'effondrement désigne une trajectoire qui n'est ni certaine ni, surtout, souhaitable. Le *Shift* et les *Shifters* concentrent donc leurs travaux sur la transformation de nos sociétés pour les décarboner de façon gérée, ce qui permettrait notamment d'éviter un effondrement.

L'effondrement peut être défini comme un scénario dans lequel les besoins de base (se nourrir, se déplacer, se loger...) ne sont plus accessibles à la majorité de la population. Le *Shift* et les *Shifters* considèrent que si un effondrement brutal ou graduel de nos sociétés ne peut pas être exclu, il n'est évidemment pas souhaitable, eu égard aux dégâts humains qui en résulteraient.

C'est un « scénario noir » qui doit être évité, mais l'identifier et le documenter peut permettre précisément de mieux l'éviter. Il faut donc se demander, en pratique, en quoi consisterait une trajectoire d'effondrement : quel serait son point de départ et d'arrivée ? Quelle serait sa durée ? À quel rythme ? Où et quelle étendue ? Par quoi serait-elle déclenchée ? Etc.

Confondre dégâts (inévitables) et effondrement (présenté comme inévitable) produit un imaginaire sans horizon d'espoir, et peut décourager le débat et les actions qui contribueraient précisément à éviter l'effondrement redouté. Pour autant, cette notion peut être un levier utile à la prise de conscience, et nourrir utilement des réflexions sur les contraintes environnementales à redouter, et sur nos points de vulnérabilité face à ces contraintes.

Plutôt que de travailler sur la notion d'effondrement, le *Shift* et les *Shifters* préfèrent celle de « résilience », et ont choisi de se concentrer sur une meilleure compréhension des systèmes dans lesquels nous vivons et de leurs vulnérabilités. Cela permet au *Shift* et aux *Shifters* d'imaginer et de permettre des stratégies robustes visant des transformations à même de préserver la société des pires effets des contraintes environnementales, tout en réduisant ces dernières. C'est pourquoi la notion de résilience de notre société face aux différentes crises possibles (dont le changement climatique et la déplétion des ressources de toute nature font partie) est un sujet d'étude qui se développe progressivement au *Shift* et chez les *Shifters*.

13. Pouvons-nous compter sur des changements radicaux (rupture technologique, révolution politique etc.) pour faire face aux enjeux climat-énergie ?

Aperçu : Les enjeux des problèmes traités par le *Shift* et les *Shifters* sont trop importants pour que l'on s'accommode du pari d'une solution miracle qui résoudrait tout de façon, aujourd'hui, imprévisible.

Les analyses des *Shifters* et du *Shift* ne font *a priori* pas de pari sur la diffusion rapide de technologies de rupture qui sont aujourd'hui émergentes ou existantes seulement sur le papier. Cette règle de prudence est motivée par plusieurs observations. Il faut du temps pour passer d'une technologie émergente à un usage largement répandu de cette même technologie. Or, le temps est précisément ce que nous n'avons pas. Si la technologie n'est même pas émergente aujourd'hui, mais juste espérée, le *Shift* et les *Shifters* ne postulent pas qu'elle sera prête à large échelle à temps pour constituer un élément de réponse significatif dans les prochaines décennies. Il faut également des ressources, disponibles pour certaines en quantité limitées, pour assurer la diffusion de technologies. Le danger est trop grand d'espérer sans que cela puisse un jour se concrétiser, et sans agir par d'autres moyens entre-temps : il faut agir de manière planifiée et coordonnée dès maintenant, avec les moyens qui sont les nôtres actuellement.

Compter avant tout sur la diffusion rapide d'une future technologie de rupture est donc un pari très risqué, alors que nous n'aurons pas de deuxième essai. Pour cette raison nos travaux s'appuient avant tout sur les technologies existantes ou en cours de déploiement. En outre, quand bien même un ensemble de technologies serait disponible pour se passer d'énergies fossiles, il resterait encore à s'assurer que, en pratique, nous n'allons pas nous retrouver avec ces technologies « propres » en plus des « sales » déjà en place, ce qui a été bien souvent le cas jusqu'ici. Le *Shift* et les *Shifters* sont néanmoins convaincus qu'il faut soutenir fortement la recherche fondamentale et appliquée, condition nécessaire à des avancées futures, mais refusent de parier sur des ruptures pour planifier la transformation de l'économie : au mieux, ces ruptures seront de « bonnes surprises ».

Pour la même raison, nos analyses ne conditionnent pas non plus la réussite de leurs propositions à l'assurance d'une croissance économique future (*cf.* question 10). Enfin, même si les analyses des *Shifters* et du *Shift* recommandent des changements qui peuvent être profonds dans l'organisation de la société, ces analyses ne postulent pas un changement politique radical ou une révolution quelle que soit sa direction, et inscrivent leurs actions dans le cadre, y compris légal, des institutions politiques en place.

14. Quelle place pour les autres causes économiques, sociales ou politiques que le changement climatique et la dépendance aux énergies fossiles dans les travaux du *Shift Project* et des *Shifters* ?

Aperçu : le *Shift* et les *Shifters* focalisent leurs travaux sur le changement climatique et la dépendance aux énergies fossiles. Si cela les amène à aborder ou éclairer d'autres enjeux, ceux-ci ne deviennent pas pour autant des causes défendues en tant que telles.

Diplomatie, lutte pour ou contre les inégalités sociales, les discriminations, l'instauration d'un autre régime politique ou d'une autre politique monétaire... Nombreux sont les sujets ou débats qui ne sont pas abordés et *a fortiori* traités en tant que tels par le *Shift Project* et les *Shifters*, alors même que nombreuses sont ces « causes » qui ont, d'une manière ou d'une autre, un lien avec le climat et les énergies fossiles. En effet, nos deux sujets de préoccupation, le changement climatique et la dépendance aux énergies fossiles, concernent l'évolution de la société, à tel point que les traiter peut donner l'impression d'aborder tous les autres. Et puis, dès lors que nous souhaitons préserver nos sociétés en les sevrant des énergies fossiles et en les protégeant du changement climatique, pourquoi ne pas chercher à les améliorer d'autres façons ? Ce ne sont pas les sujets qui manqueraient !

Pour autant, le *Shift Project* et les *Shifters* s'en tiennent au changement climatique et à la dépendance aux énergies fossiles. Si leurs travaux peuvent les amener à aborder une autre problématique, ils l'analysent prioritairement sous l'angle de la double contrainte carbone (cf. question 1). Le *Shift* et les *Shifters* ont décidé de ne pas poursuivre d'autre objectif que ces deux-là, de ne travailler sur ni de s'associer à des « causes » qui ne sont pas les leurs. Et cela pour 3 raisons.

- Compte tenu du caractère central du climat et des énergies fossiles dans l'histoire et surtout l'avenir de nos sociétés, ces deux sujets ont une importance telle que résoudre ces problèmes permet de dégager l'horizon pour l'instruction de très nombreuses autres « causes ».
- Nos deux organisations font ainsi le choix de concentrer leurs ressources limitées et leurs compétences sur ce socle « restreint » qui est depuis leur création le cœur de leur raison d'être, et proposer un niveau d'expertise élevé à leurs interlocuteurs et partenaires. Nos outils méthodologiques ne sont pas efficaces au-delà.
- La troisième raison est de pouvoir s'adresser à une audience large et diverse. Il « suffit » de partager les constats du *Shift Project* et des *Shifters* sur le climat et les énergies fossiles pour adhérer à la démarche. Parmi ses soutiens, il n'y a pas de recherche de consensus minimal autre que sur ces enjeux. Ainsi, des personnes par ailleurs en désaccord, parfois profond, sur d'autres enjeux peuvent se retrouver au *Shift* et chez les *Shifters*.

Cette position a une conséquence méthodologique. Les travaux du *Shift* et des *Shifters* amènent en effet à constater que la double contrainte carbone affecte une grande diversité de

sujets, lesquels pourraient conduire à des arbitrages. Dès lors, le *Shift* et les *Shifters* n'ont pas vocation à déterminer quel débat doit être ouvert ou à quoi il doit aboutir, mais estiment que ces arbitrages doivent être éclairés en explicitant les conséquences des choix possibles selon le critère de la décarbonation, pour être faits en conscience. Cela participe de notre approche systémique qui nous conduit à avoir une vision large des conséquences afin de prendre nos décisions et planifier la décarbonation.

Cette position emporte des implications pour les personnes travaillant dans le cadre de nos deux associations (bénévoles, salariés...). En effet, les causes défendues par le *Shift* et les *Shifters* sont restreintes, et hiérarchisées (depuis la double contrainte carbone). Travailler pour ces organisations implique de séparer ses convictions personnelles de celles défendues par le *Shift* et les *Shifters*. C'est un exercice exigeant, même si chacune et chacun peut défendre les causes qui ne sont pas traitées par le *Shift* et les *Shifters* à travers d'autres organisations.

15. *The Shift Project* et les *Shifters* participent-ils à des manifestations ou des actions de désobéissance civile ? Pouvons-nous y participer en tant que *Shifters* affichés ?

Aperçu : Ni l'association *The Shift Project*, ni l'association *The Shifters* n'organisent ou ne participent à des manifestations dans l'espace public ou à des actions de désobéissance civile : ces moyens d'action politique ne font pas partie des moyens qu'utilisent le *Shift* et les *Shifters*.

On parle ici des manifestations au sens de marches, *sit-in*, etc. dans l'espace public ou à des actions de désobéissance civile qui seraient menées « au nom » des *Shifters* ou « en tant que » membre des *Shifters*.

Cela découle, en premier lieu, de la mission que se donnent le *Shift Project* et les *Shifters* : expliquer la problématique énergie-climat en tenant compte de sa complexité. Cela implique de la nuance et des explications, parfois longues, dans les positions que prennent laborieusement le *Shift* et les *Shifters* et les actions qu'ils mènent. Une manifestation ne nous apparaît pas comme un lieu propice à ce mode d'expression. En effet, ce sont souvent le slogan et le signal immédiat qui prévalent, et le risque existe que des causes autres que les nôtres se mêlent aux messages.

De plus, une des forces du *Shift* et des *Shifters* est d'être perçus comme les plus strictement neutres possible vis-à-vis des partis politiques ou de causes qui ne sont pas directement les leurs. Être reconnu comme une source crédible sur le climat, débarrassée de toute arrière-pensée partisane, pour tous les interlocuteurs, quelles que soient leurs convictions politiques par ailleurs (*cf.* question 16) est un élément central de notre stratégie. Une approche de type manifestation risque de nous réduire à être « pour » ou « contre » tel camp, de nous associer à des causes que nous ne partageons pas nécessairement et de limiter notre crédibilité auprès de ceux qui ne les partagent pas non plus.

Bien évidemment cette posture ne constitue pas un jugement sur l'utilité des manifestations, slogans et signaux immédiats envoyés ainsi aux dirigeants économiques et politiques et à la population. Mais nos deux organisations laissent ces modes d'engagement et d'expression à d'autres structures et aux citoyens qui pourront plus aisément embrasser un positionnement partisan ou vis-à-vis de causes qui ne sont pas les nôtres. Ayant une vocation de rassemblement au-delà des plus engagés, participer à ces actions pourrait faire perdre auprès de ceux auxquels ces actions déplaisent ce qui serait gagné auprès de ceux auxquels ces actions plaisent.

Évidemment, indépendamment de leur statut de membres des *Shifters* ou de salariés du *Shift Project*, les personnes sont libres de participer à titre individuel à des manifestations : c'est même, de principe, une liberté fondamentale reconnue dans la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen. Concernant la désobéissance civile, si la légitimité historique et l'efficacité de telles actions ne seront établies qu'*a posteriori*, certaines actions peuvent en revanche être illégales.

Dès lors, si des *Shifters*, des contributeurs du *Shift* ou des citoyens appréciant les travaux du *Shift* ou des *Shifters* souhaitent se retrouver et participer à des mouvements, nous leur demandons de le faire sans porter le sigle du *Shift Project* ou celui des *Shifters*, et sans jamais qu'ils se réclament de nos organisations : ni le *The Shift Project*, ni *The Shifters* ne reconnaîtront de telles actions.

Se retrouver ensemble pour un tel événement est donc possible pour ceux qui soutiennent nos organisations, sous réserve de le faire sous des mots d'ordres ou des bannières qui ne mentionnent ni le *Shift* ni les *Shifters*, et ne les impliquent pas directement.

Des slogans reprenant leurs convictions elles-mêmes très proches des conclusions du *Shift* et des *Shifters* sont, quant à elles, possibles (« Il nous faut un plan », par exemple) : *The Shift Project* et *The Shifters* ne sont pas propriétaires des conclusions de leurs travaux, et encore moins des idées qu'ils suscitent dans la société. Nous ne sommes, par ailleurs, pas engagés par l'identité et les modalités d'action de ceux qui reprennent nos conclusions.

16. Quelle est la position du *Shift Project* et des *Shifters* vis-à-vis des organisations partisans ? Les *Shifters* ne devraient-ils pas fonder ou soutenir un parti politique ?

Aperçu : Intervenir dans le débat public sur les problèmes à traiter et ce qu'il convient de faire est, d'une certaine manière, déjà faire de la politique. *The Shift Project* et *The Shifters* traitent donc de sujets politiques, qui ne sauraient être réservés aux élus et partis politiques. Évidemment, ni le *Shift Project* ni les *Shifters* ne sont des partis politiques, et n'ont vocation ni à présenter ni à soutenir des candidats aux élections.

Il est vrai que l'ampleur des thèmes documentés dans les travaux du *Shift Project* et des *Shifters* est telle qu'elle conduit à questionner des pans entiers des modes de vie et des secteurs productifs de notre société. Les partis politiques sont évidemment aussi des lieux de

réflexion sur ces sujets, mais sont également des lieux d'accès aux mandats électifs pour effectuer la mise en œuvre des solutions préconisées. Certains pourraient imaginer que les *Shifters* finissent par se muer en parti politique pour garantir la prise en compte des propositions du *Shift Project* dans l'action publique.

Un des éléments qui rend ce point de vue sans objet est que le *Shift Project* et les *Shifters* ne chercheront pas, sauf exception, à faire des propositions dans un certain nombre de domaines où un parti politique est classiquement attendu (le rapport à la laïcité, la nation, les sujets de mœurs ou de citoyenneté, etc.). Au sein du *Shift Project* et des *Shifters* coexistent, du reste, des personnes qui ont des sensibilités très différentes sur les exemples évoqués, ce qui empêche en pratique qu'ils deviennent tous membres d'un même parti qui prendrait position sur tout.

Mais surtout, aujourd'hui, les enjeux climatiques en France ne sont majoritairement plus remis en cause dans l'expression politique, voire ont largement infusé dans les partis, à des degrés divers concernant la gravité des enjeux. De ce fait, le *Shift Project* et les *Shifters* peuvent être des interlocuteurs influents pour une large partie de l'échiquier politique et de la société. Construire une organisation partisane conduirait à devenir de fait des concurrents de ces interlocuteurs, et à perdre cette position de pivot, au risque de marginaliser les enjeux énergie-climat sur l'échiquier politique. Les membres des *Shifters*, quant à eux, en tant qu'individus, sont des citoyens comme les autres et sont évidemment, à ce titre, encouragés à aller échanger avec les partis politiques de leur choix, voire à s'engager dans la vie publique. Dans ce cas, ils ont toutefois le devoir de s'assurer que leurs interlocuteurs comprennent bien qu'ils ne sont pas des porte-paroles ni des *Shifters* et encore moins du *Shift*, mais qu'ils agissent à titre exclusivement personnel : en tant que simples citoyens.

Conseil d'administration

CA *The Shifters*

The Shift-Project

SG *The Shifters*



The Shifters est une association créée en 2014 pour diffuser des idées et solutions visant à réduire les émissions carbone de nos sociétés et notre dépendance aux énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon). L'association partage la vision du *think tank* ***The Shift Project*** sur la réalité du changement climatique et la nécessaire transition bas-carbone.

<https://test.theshifters.org/>